

ceux qui dans l'Est ont besoin de ces céréales secondaires. Lors de congrès agricoles tenus dans l'Est du pays, les agriculteurs ont protesté,—avec violence même, dirais-je,—contre le recours à la bourse des céréales pour ce qui est de la vente des céréales secondaires. Ils estiment que la bourse travaille à leurs dépens. C'est de cette façon que la bourse agit à l'encontre des intérêts des cultivateurs de l'Ouest vu que les consommateurs de l'Est sont nos clients les plus importants, vu qu'ils nous assurent le plus stable de nos marchés. Si le cultivateur de l'Est, qui utilise nos céréales secondaires, est mécontent, s'il lui faut, comme avant la guerre, s'adresser de nouveau aux producteurs de l'Argentine ou de l'Afrique du Sud au lieu d'acheter de nous les céréales secondaires qu'il lui faut, nous pouvons, un bon jour, trouver bien plus difficile la vente de ces céréales.

Sauf erreur, nous avons exporté aux États-Unis environ 75 millions de boisseaux d'avoine. Si nous interprétons bien les journaux américains, certaines indications permettent de conclure que le secrétaire à l'Agriculture, des États-Unis, songe à interdire l'importation d'avoine. Si la loi actuelle est modifiée, le secrétaire à l'Agriculture pourra, sans que le pouvoir exécutif intervienne, restreindre l'importation de n'importe quel produit inclus dans un programme de soutien des prix ou visé par la loi sur les prix de parité. Si cette modification est apportée à la loi actuelle, je suis certain que le gouvernement des États-Unis limitera l'importation de tout produit qui fait l'objet d'un prix de soutien outre-frontière. Cela signifie que nous perdrons un important débouché pour nos céréales secondaires et que nous devons compter presque exclusivement sur nos marchés de l'Est et sur nos exportations à l'Europe et aux autres pays.

On devrait songer sérieusement à ne pas écouler les céréales secondaires par l'entremise de la Bourse des céréales de Winnipeg. Nous devrions chercher à conclure une entente quelconque avec les habitants de l'Est qui consomment une si forte quantité de nos céréales secondaires, afin d'en arriver à un prix équitable pour les producteurs ainsi que pour les consommateurs de l'Est. Nous devrions nous efforcer de mettre des quantités suffisantes de céréales secondaires de l'Ouest à la disposition des gens de l'Est, afin qu'ils puissent les obtenir quand ils en ont besoin.

Au cours des deux ou trois dernières années, mais surtout depuis deux ans, les consommateurs de céréales secondaires de l'est canadien ont parfois eu beaucoup de difficulté à obtenir des approvisionnements immédiats. Les céréales entreposées dans cette région du

pays avaient toutes été écoulées et il était impossible de refaire les approvisionnements à cause des difficultés de transport. On ne pouvait expédier de céréales secondaires sur les Grands lacs et il n'y avait pas de wagons disponibles pour transporter les céréales de la tête des lacs, de sorte qu'il y avait pénurie de céréales quand les consommateurs en avaient besoin. A cause de cette pénurie, le prix a augmenté; on a spéculé dans l'Est sur les céréales secondaires. Les consommateurs de l'Est croient qu'un changement s'impose. Ils ont raison, je crois, de demander la fermeture de la Bourse des céréales de Winnipeg. Ils croient, avec les producteurs de l'Ouest, qu'une fois les céréales secondaires placées sous l'autorité de la Commission du blé, la Bourse des céréales de Winnipeg aurait dû être fermée. On le leur avait laissé entendre et cela n'a pas été fait.

J'espère que le gouvernement britannique jugera à propos de signer le présent accord avant le 15 juillet. Je crois qu'il a obtenu des conditions très raisonnables au cours des sept ou huit dernières années pour ce qui est de ses achats de blé canadien. Le présent accord sur le blé lui assurera des conditions raisonnables pour les trois prochaines années. S'il refuse de signer l'accord, tout ce qu'il nous reste à faire c'est d'exercer toute pression possible. Je souhaite que le premier ministre et les autres membres du cabinet, lorsqu'ils seront à Londres pour le couronnement et lorsqu'ils auront des entretiens avec le gouvernement britannique, mettront tout en œuvre pour persuader celui-ci de signer l'accord. Un des meilleurs moyens qu'ils peuvent utiliser, c'est de voir à ce que le Canada importe davantage de la Grande-Bretagne. Nous pouvons recevoir plus de marchandises britanniques.

J'entends dire que les Anglais ne peuvent soutenir la concurrence sur le marché canadien. Je suis allé en Grande-Bretagne l'an dernier. Je porte en ce moment un veston acheté dans ce pays, un veston de cheviote écossaise de fabrication domestique. Il m'a coûté 19 dollars et quelques cents.

Le même veston au Canada me coûterait \$45 ou \$50. J'ai une paire de chaussures achetées là-bas moins de \$10 qui, ici, me coûteraient \$14 ou \$15. Les Britanniques peuvent vendre sur notre marché si on leur en donne l'occasion. Leurs prix ne sont pas si élevés qu'ils ne puissent désormais plus vendre chez nous, ni aux États-Unis. Il y a un grand nombre de produits britanniques qui se vendraient chez nous pour peu qu'on leur en fournisse l'occasion.

M. Smith (Moose-Mountain): Mais qui va les en empêcher?

[M. Wright.]